



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MARNE

**Direction départementale
des territoires**
Service Environnement
Eau, Préservation des Ressources
Cellule Procédures Environnementales

**arrêté préfectoral instituant
des Servitudes d'Utilité Publique
(ancien site de la Société Métallurgique d'EPERNAY –
SME - à SAINT HILAIRE au TEMPLE)**

**Le Préfet de la région Champagne Ardenne,
Préfet du département de la Marne,**

**INSTALLATIONS CLASSEES
N° AP 2015-SUP- 98-IC**

VU :

- le code de l'environnement, titre 1^{er} du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- la circulaire du 8 février 2007 relative à la prévention de la pollution des sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués,
- l'arrêté préfectoral n° 73-22, qui a lui été transmis le 19 janvier 1973, autorisant l'exploitation d'installations classées dans l'établissement de la Société Métallurgique d'EPERNAY situé à SAINT HILAIRE au TEMPLE,
- la déclaration de cessation d'activité en date du 02 décembre 2010,
- le rapport de septembre 2011 portant sur l'ancien site de la Société Métallurgique d'EPERNAY de SAINT HILAIRE au TEMPLE – Étude documentaire et historique, diagnostic de sol,
- le rapport de mai 2012 portant sur l'ancien site de la Société Métallurgique d'EPERNAY de SAINT HILAIRE au TEMPLE – Diagnostic complémentaire – Plan de gestion,
- le rapport de mai 2013 portant sur l'ancien site de la Société Métallurgique d'EPERNAY de SAINT HILAIRE au TEMPLE – Étude hydrogéologique pour l'estimation du niveau de plus hautes eaux,
- le rapport de mars 2014 portant sur l'ancien site de la Société Métallurgique d'EPERNAY de SAINT HILAIRE au TEMPLE – Notice de présentation des restrictions d'usages,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 février 2015,
- la consultation du conseil municipal de SAINT HILAIRE au TEMPLE et sa réponse du 20 juin 2015
- la consultation du propriétaire du terrain en date du 20 mars 2015 et sa réponse du 12 juin 2015
- la consultation des services en charge de l'urbanisme et de la sécurité civile en date du 13 mars 2015 et la réponse du service en charge de l'urbanisme du 16 mars 2015,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 07 septembre 2015,
- l'avis favorable émis par les membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) lors de sa réunion du 15 octobre 2015, au cours de laquelle la société SME a pu être entendue,
- les lettres préfectorales du 16 octobre 2015, envoyées en Recommandé avec Accusé de Réception, adressées à l'exploitant et au propriétaire des terrains (SNCF), leur demandant leurs remarques et/ou observations éventuelles sur le projet d'arrêté de SUP, dans un délai réglementaire de 15 jours,
- l'absence à ce jour de réponses à ces lettres, valant accord tacite,

Considérant :

- qu'un stockage confiné de terres polluées aux métaux est maintenu sur le site,
- que le confinement du stock de terre ainsi constitué a été réalisé par la mise en place de deux barrières hydrauliques et d'une couche de protection de 30 cm de terre saine,
- qu'il convient de définir des mesures visant à en assurer la pérennité,

- que la mise en place de ce confinement a nécessité la mise en place d'un dispositif de collecte et d'infiltration des eaux pluviales de ruissellement de la zone considérée,
- que les analyses réalisées en 2011 ne font pas apparaître un impact significatif de la pollution de sol sur les eaux souterraines,
- qu'il convient néanmoins d'assurer une surveillance des eaux souterraines et donc permettre le maintien et l'accès aux piézomètres,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la MARNE,

A R R E T E :

Article 1 : Définition des zones concernées par les servitudes d'utilité publique et nature des servitudes

Des servitudes d'utilité publique sont instaurées sur la totalité des parcelles cadastrales **AZ 27 et AZ 28**, situées sur la commune de SAINT HILAIRE au TEMPLE et anciennement occupées par l'établissement de la Société Métallurgique d'EPERNAY (S.M.E.). Le plan présenté en annexe précise l'implantation des parcelles ainsi que les différentes zones du site.

Article 2 : Définition des servitudes d'utilité publique

- 1 - Les servitudes d'utilité publique dont relèvent l'ensemble des parcelles ainsi désignées sont les suivantes :
- Ces terrains sont dédiés à un usage industriel uniquement.
 - La culture de végétaux destinés à la consommation humaine ou animale est interdite.
 - Interdiction d'implanter des établissements sensibles tels que décrits par la circulaire du 4 mai 2010 à savoir : les crèches, les écoles maternelles et élémentaires, les collèges et lycées, les établissements hébergeant des enfants handicapés ainsi que les établissements de formation professionnelle des jeunes du secteur public ou privé, les aires de jeux.
 - Obligation de réaliser des prélèvements et analyses des terres excavées afin de rechercher une éventuelle pollution métallique ou hydrocarbonée. Les mesures de gestion retenues pour ces terres devront être cohérentes avec les résultats d'analyses obtenus et avec la réglementation en vigueur.
 - Obligation de maintenir une zone d'isolement d'au moins 1 mètre autour des piézomètres PZ1 et PZ2. Les usages du sol ne doivent pas compromettre l'intégrité des piézomètres.

- 2 - Les servitudes d'utilité publique dont relèvent les terrains de la **zone A** (zone de confinement de terres polluées aux métaux) présentée dans le plan ci-après sont les suivantes :
- maintenir l'intégrité du dôme de confinement par l'interdiction de procéder à tout aménagement et tous travaux sur la zone considérée,
 - maintenir une végétalisation herbacée de la zone de confinement,
 - les végétaux présents ou implantés sur cette zone ne doivent pas être susceptibles d'endommager l'étanchéité de la couverture finale du site.

- 3 - Les servitudes d'utilité publique dont relèvent les terrains de la **zone B** (zone d'infiltration des eaux de ruissellement de la zone de confinement) présentée dans le plan ci-après, sont les suivantes :
- maintenir l'intégrité du dispositif de gestion des eaux aménagé dans le but de gérer les eaux pluviales de ruissellement de la zone de confinement,
 - prévoir des mesures alternatives suffisantes pour l'infiltration des eaux pluviales de ruissellement en cas de modification de ce dispositif.

Article 3 : servitudes d'accès

L'accès au site doit être assuré à tout moment au représentant de l'État et à la société S.M.E., ou à toute personne mandatée par ceux-ci.

Article 4 : Information des tiers

Si les parcelles telles que définies par l'article 1er font l'objet d'une cession ou d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire etc.....), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire doit informer les occupants ou acquéreurs des restrictions d'usage ainsi définies.

Article 5 : Modification du présent arrêté

Les dispositions du présent arrêté peuvent être modifiées à la demande de l'exploitant, de la mairie ou d'un propriétaire d'une parcelle concernée par les servitudes ou encore dans le cadre d'un projet d'intérêt général.

Pour ce faire, une demande doit être adressée au Préfet accompagnée d'une étude d'impact ou d'incidence montrant que les modifications proposées accompagnées éventuellement de mesures compensatoires ne sont pas contraires aux principes de sécurité et de protection mentionnés dans le présent arrêté et dans les études transmises par l'exploitant.

Si le Préfet, après avoir consulté l'inspection des installations classées, estime que les modifications sont susceptibles d'entraîner des dangers ou inconvénients décrits à l'article L 511-1 du code de l'Environnement ou que les règles de servitude deviennent plus contraignantes ou s'étendent sur des périmètres non définis dans le présent arrêté, le Préfet demande au pétitionnaire de déposer un dossier de servitudes d'utilité publique.

Article 6 : Information et transcription des servitudes

Le présent arrêté est notifié au maire de la commune de SAINT HILAIRE au TEMPLE concerné par l'instauration des servitudes, puis annexé au Plan Local d'Urbanisme.

Conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme, «les plans locaux d'urbanisme doivent comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et qui figurent sur une liste fixée par décret en Conseil d'État. Le représentant de l'État est tenu de mettre le maire ou le président de l'établissement public compétent en demeure d'annexer au plan local d'urbanisme les servitudes mentionnées à l'alinéa précédent. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, le représentant de l'État y procède d'office. Après l'expiration d'un délai d'un an à compter, soit de l'approbation du plan, soit, s'il s'agit d'une servitude nouvelle, de son institution, seules les servitudes annexées au plan peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol. Dans le cas où le plan a été approuvé ou la servitude instituée avant la publication du décret établissant ou complétant la liste visée à l'alinéa premier, le délai d'un an court à compter de cette publication».

La notification doit être affichée pendant une durée d'un mois minimum dans la mairie de SAINT HILAIRE au TEMPLE, concernée par l'instauration de servitudes. Une attestation signée par la mairie certifiant que l'opération a été réalisée est envoyée au Préfet.

Le présent arrêté est notifié au propriétaire ainsi qu'à l'ancien exploitant.

Il fera également l'objet d'une publicité foncière

Article 7: droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : recours

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, **dans un délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement **dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.**

Article 9: affichage

Monsieur le Maire de SAINT HILAIRE au TEMPLE procédera à l'affichage en mairie du présent arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la Direction Départementale des Territoires.

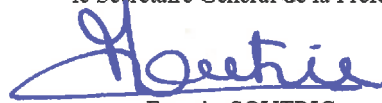
Article 10 : exécution et diffusion

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur Départemental des Territoires de la Marne, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne par intérim et l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la direction de l'ARS Champagne-Ardenne, à la DDT – service urbanisme, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau SEINE NORMANDIE, ainsi qu'à Monsieur le Maire de SAINT HILAIRE au TEMPLE, qui en donnera communication à son conseil municipal.

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la MARNE et sera notifié à la Société Métallurgique d'EPERNAY (S.M.E) , zone industrielle – quai de l'île BELON – 51200 - EPERNAY, ainsi qu'à la SNCF (propriétaire des terrains) à CLICHY la GARENNE, sous plis recommandés avec accusés de réception.

Châlons en Champagne, le 29-12-2015

pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général de la Préfecture,


Francis SOUTRIC

Plan des zones faisant l'objet de servitudes d'utilité publiques
Ancien site SME à Saint Hilaire au Temple

